

5. L'OBSESSION SYSTEMIQUE

« *L'approche de l'ODES [Office des Ecoles en Santé] est systémique. L'école est considérée comme un réseau dont la bonne santé dépend de celle de tous ses éléments.* »¹

La systémique est une méthode complexe qui analyse l'organisation de divers systèmes qui nous entourent. Un *système* est un ensemble d'éléments en interaction qui est organisé en fonction d'une finalité. Le monde, la société, la famille, un individu ou tout autre ensemble organisé peut être considéré comme un système. Daniel Durant, dans son livre *La Systémique*², donne un exemple de système en émergence auquel il souhaite une mise en place rapide « *pour que le Monde trouve à l'aube du nouveau millénaire un nouvel état stable et acceptable pour l'humanité et notre planète* » : Le système Monde. Ce système intervient pour résoudre les problèmes mondiaux et il a quatre acteurs :

-l'élément juridictionnel : l'ONU

-la force : représentée actuellement par les Etats-Unis

-un centre régulateur : le Fonds Monétaire International

-une opinion publique : représentée par des organisations non gouvernementales (ONG)

L'approche systémique s'inscrit dans une vision globale (holistique). Une notion très importante est « la finalité ». Avant, comme le but de l'école était *l'instruction*, le modèle cartésien (analytique) était suffisant : séparer les savoirs en disciplines et enseigner. Des « experts » haut-placés, élus par personne, ont décidé de modifier la finalité de l'école qui doit dorénavant s'occuper que d'*éducation* (savoir-être), les contenus des disciplines sont devenues superflues. On a gardé leurs noms pour sauver les apparences mais leur contenu a été vidé et rempli de *thèmes éducatifs*. Les disciplines scolaires ont cessé d'être des buts pour devenir des moyens. L'éducation étant une finalité beaucoup plus complexe et plus large que l'instruction, il a fallu changer d'approche et utiliser la *systémique* qui s'occupe de la *globalité* des individus, qui se concentre sur des *objectifs* prédéfinis conformément à la *finalité* et où *l'observation* et *l'évaluation* sont pratiquées pour constater les écarts de la réalité avec le *modèle* choisi.

La pensée systémique nous dit que toutes les particules qui existent dans un système sont interconnectées et interdépendants. (C'est justement pour cette raison que les défenseurs de *l'éducation pour la santé* définissent « la santé » non pas comme l'absence de maladies mais comme un état de *bien être total* aux niveaux physiques, mentales, sociales et spirituels.)

C'est pour cela que l'individu ne peut pas être éduqué sans analyser son environnement familial, social et tout autre système par lequel il est influencé. Si une partie de l'être ne fonctionne pas bien, cela risque d'affecter tout le système. Pour bien éduquer l'individu, il faudra s'occuper de la globalité de son être ; son corps, sa sexualité, ses croyances, ses valeurs, ses désirs, ses intentions, ses émotions et ses rapports avec les autres systèmes doivent être analysées, observées et évaluées. Parallèlement, si un individu reste « non-éduqué » (qu'il pense différemment), empêchant l'unification des opinions (consensus), il peut mettre en danger l'équilibre des systèmes auxquels il appartient (la société, la famille humaine). C'est pour cela que *tous* doivent être *éduqués*. Dans ce redoutable système de gestion et de contrôle, *le produit* est l'être transformé.

Le directeur de l'ODES (Office des Ecoles en Santé), M.de Vargas met le doigt sur l'élargissement du concept de la santé et de ses ambitions:

« *Le concept [de santé scolaire] s'est encore élargi depuis une douzaine d'années, notamment grâce à l'approche systémique, pour arriver à celui d' « école en santé ».* A côté des *intervenants spécialisés*, ce projet communautaire englobe l'ensemble des *maîtres, des élèves et des parents* ; il vise au *bien-être physique, mental et social de toutes les personnes, enfants et adultes, vivant ensemble à l'école.*

¹ Le Courrier du Département de la Formation et de la Jeunesse, no.3, 2000

² Daniel Durant, *La Systémique*, Série *Que sais-je ?* no.1795, PUF 1998

Dans cette conception élargie de la santé scolaire, les dimensions mentale et plus encore sociale prennent actuellement le pas sur la promotion de la santé physique, sans pour autant la supplanter.»³

Le livre *Prévention et santé dans les écoles vaudoises*⁴, qui explique si bien la philosophie de la nouvelle prévention appliquée dans nos écoles, se réfère aussi à la pensée systémique :

*« La notion du **patient désigné** est de mieux en mieux comprise et appliquée. Elle montre comment un groupe, une famille par exemple, va arriver à rendre l'un des siens malade d'une communication interne faussée. Ceux qui traitent des toxicomanies (alcoolisme compris), de l'anorexie, des phobies scolaires sentent assez qu'ils avancent d'un grand pas en passant de la notion du malade individuel dans un groupe à la compréhension par les membres de ce groupe qu'il y a une « maladie » générale exprimée par l'un d'eux. Ils savent qu'il faut obtenir par une correction de l'information, appelée dans leur terminologie spécifique: recadrage, circularité, empathie. Nous touchons là au domaine de **pensée systémique**, un autre sujet mais si proche du nôtre qu'il y a « cousinage ». Alors créons des ponts. »*

Dans le No.80 de *La Gazette* (7.2.2001), journal de l'Etat de Vaud, un article sur le Réseau des Ecoles en Santé (RES) se réfère aussi à la systémique : *« Adhérer aux principes des écoles en santé implique de **considérer l'institution selon une approche systémique** : la philosophie de vie propre à l'école se définit à travers son organisation sociale et les interactions de ses membres. Dans une conception globale de la santé (...) les aspects physiques, psychiques, relationnels et environnementaux sont pris en compte. L'alimentation scolaire, les relations entre enseignants, élèves et parents, l'estime de soi, la perception d'objectifs pédagogiques clairs ou encore le bien-être du personnel font partie des douze caractéristiques définies par l'OMS [encore elle...] pour les écoles en santé ».*

L'éducation totale se base sur l'approche systémique (holistique). Education totale veut dire formatage de tous, tout au long de la vie et dans tous les lieux de vie. Le livre *The New Educational Pact*⁵ publié par l'UNESCO comporte un chapitre nommé « *The total school* ». J'ai traduit un petit extrait de ce chapitre qui explique ce que doit être « *l'Ecole Totale* » :

***Le changement le plus significatif demandé à l'éducation est qu'elle doit systématiquement assumer la tâche de la formation de la personnalité** (personality training). Aussi bien que l'activité de production que l'activité civique requièrent le développement de certaines habilités (comme la **pensée systémique**, la solidarité, la créativité, la résolution des problèmes, le travail en groupe, etc.) qui ne sont ni maîtrisées spontanément, ni avec l'acquisition d'informations et des savoir-faire. Les écoles - ou pour être plus précautionneux, les formes institutionnalisées de l'éducation - doivent maintenant s'occuper non seulement de donner forme à un noyau de développement cognitif, mais aussi de **donner forme au noyau de la personnalité**. Cela veut dire que l'école doit acquérir les caractéristiques d'une **institution totale**. (...) La formation de la personnalité des jeunes et des futurs professionnels est devenue, de nos jours, une nécessité grandissante. (...) Assumer la formation de la personnalité comme une tâche éducative touche toutes les dimensions de l'institution scolaire, depuis la définition des **plans d'étude**, jusqu'aux **critères d'évaluation** ainsi qu'à l'équipe enseignante.*

Le Développement Durable : Une idéologie systémique et suffocante

Tous les nouveaux projets « éducatifs » comme l'éducation à la santé, l'éducation à la citoyenneté, l'éducation à la paix et à la résolution des conflits, l'éducation au développement durable etc. demandent la même chose à l'école : l'imposition d'une certaine idéologie qui doit transformer tous les aspects de la vie de tous les élèves [citoyens] de tous les pays de la planète. Dès lors, on peut affirmer que « l'éducation » est un projet systémique par excellence. L'école est continuellement

³ Revue du DFJ *Deux points, ouvrez les guillemets* no.12, 2000, pg.5

⁴ *Prévention et Santé dans les Ecoles Vaudoises*, op.cit.

⁵ Juan Carlos Tedesco, *The New Educational Pact*, UNESCO, 1997, p.74-75

bombardée par de nouvelles demandes. Ces demandes sont empaquetées tantôt dans des programmes comme Objectif Grandir, tantôt dans des projets comme EVM, EduPré ou Pecaro. Si un projet échoue ou ne va pas assez loin, le suivant est prêt dans les tiroirs des « experts » pour prendre la relève et harceler l'école avec des demandes identiques. Nous avons vu à quel point la vision de l'Unesco présentée dans son rapport sur *Education pour le 21^{ème} siècle* et le projet de *Promotion de la Santé* de l'OMS étaient systémiques, voulant s'occuper de la globalité des êtres et de tous les êtres. J'essaierai de montrer maintenant la « systémicité » du Développement Durable (Sustainable Development en anglais).

Dans le site « Education en vue du Développement Durable » de l'UNESCO⁶, on peut lire qu'en décembre 2002 « l'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté la résolution 57/254 relative à la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable (2005-2014) et désigné l'UNESCO comme organe responsable de la promotion de la Décennie. » Lorsqu'on voit, dans ce site, la liste hallucinante des « thèmes d'actions clés », on ne peut que se demander pourquoi l'école s'appelle toujours l'école :

Thèmes d'action clés : Education de qualité, Réduction de la pauvreté, Egalité des genres, Promotion de la santé, VIH/SIDA, Environnement, Eau, Développement rural, Consommation durable, Droits de l'homme, Diversité culturelle, Savoirs autochtones, Médias & TIC, Paix & sécurité humaine, Gouvernance, Changements climatiques, Biodiversité, Prévention des catastrophes, Urbanisation durable, Responsabilité des sociétés, Économie de marché.
Tout un programme pour PECARO...

Dans le site de la Commission suisse pour l'Unesco, on trouve un rapport intitulé « *Décennie des Nations Unies de l'éducation en vue du Développement Durable 2005-2014 - Projet de programme d'application internationale* »⁷ qui démontre à quel point le concept est large et suffocant. Même les moyens de bourrage de crâne, allant de la liste des compétences à développer jusqu'au langage à utiliser avec les élèves, ainsi que les lieux où l'on doit le pratiquer sont précisés avec minutie dans le rapport des Nations Unies qui nous fait comprendre pourquoi les responsables politiques n'arrêtent pas de proposer des nouvelles réformes: ils ont des patrons exigeants !

*« La **Décennie de l'éducation en vue du développement durable (DEDD)** est une entreprise ambitieuse et complexe. De par ses concepts fondateurs, ses implications socioéconomiques et ses prolongements sur l'environnement et la culture, l'entreprise touche quasiment à tous les aspects de la vie. La conception globale prônée par la DEDD est celle d'un monde où chacun ait la possibilité de recevoir une bonne éducation et d'apprendre les valeurs, le comportement et les modes de vie requis pour l'avènement d'un avenir viable et une transformation positive de la société. »*

« L'EDD s'adresse à chacun, quel que soit son âge. Elle se place donc dans la perspective de l'apprentissage permanent, et engage tous les espaces possibles d'apprentissage - formel, non formel et informel, depuis la petite enfance jusqu'à l'âge adulte. L'EDD nécessite la réorientation des approches éducatives – programmes et contenu, pédagogie et contrôle des connaissances. Dans les espaces d'apprentissage sont inclus l'apprentissage non formel, les groupes d'intérêt local et la société civile locale, le lieu de travail, l'éducation formelle, technique et professionnelle, la formation des maîtres, l'enseignement supérieur, l'inspection de l'enseignement, les organes de décision...et davantage. »

⁶ Site Unesco, *Education en vue du Développement Durable*,
http://portal.unesco.org/education/fr/ev.php-URL_ID=27234&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

⁷ Décennie des Nations Unies de l'Education en vue du Développement Durable, 2005-2014, Projet de programme d'application internationale,
www.unesco.ch/work-content/IIS_DESD_Francais.pdf

L'éducation en vue du développement durable doit être « **interdisciplinaire et holistique : apprentissage en vue du développement durable intégré à l'ensemble des contenus éducatifs, et non matière distincte** » et elle doit « **S'inspirer du sens des valeurs : il est essentiel que les normes supposées - les valeurs et les principes implicites du développement durable - soient explicitées de manière à pouvoir faire l'objet d'examens, de débats, d'expériences et d'application** ».

« **L'EDD requiert un réexamen de la politique éducative visant à réorienter l'éducation depuis la maternelle jusqu'à l'université et à l'éducation permanente des adultes, afin de la centrer délibérément sur le développement du savoir, des compétences, des perspectives et des valeurs qui caractérisent la durabilité. Il faut, pour cela, passer en revue les objectifs et le contenu des programmes d'enseignement existants afin d'élaborer les bases transdisciplinaires d'une science de la durabilité sociale, économique, environnementale et culturelle. Cela implique par ailleurs de réviser les approches recommandées et réglementaires en matière d'enseignement, d'apprentissage et d'évaluation, de façon à favoriser l'aptitude à apprendre tout au long de la vie. Cela requiert des aptitudes à la pensée créatrice et critique, à la communication orale et écrite, à la collaboration et à la coopération, à la gestion des conflits, la prise de décisions, la résolution des problèmes et la planification facilités par l'emploi des TIC, et la pratique de la citoyenneté. Les systèmes éducatifs devront être remodelés afin que ce type d'apprentissage soit validé par le mécanisme des examens et que la formation des maîtres prépare les enseignants aux méthodes d'apprentissage actif et/ou interactif et non pas au transfert de savoir à sens unique.** »

A chacun ses devoirs... Responsables politiques (pardon, exécutants), au boulot !

« *Des rôles et des responsabilités particuliers incombent à plusieurs organes et groupes à différents échelons : local (infranational), national, régional et international. À chacun de ces échelons, les parties prenantes peuvent appartenir au gouvernement (ou à des échelons intergouvernementaux, au niveau régional et international), à la société civile et à des organisations non gouvernementales, ou encore au secteur privé. À chacun de ces échelons, les fonctions et les rôles de ces catégories d'acteurs sont complémentaires :*

« **Tableau 1 : Fonctions complémentaires des acteurs**

Organes gouvernementaux et intergouvernementaux

- Prendre les décisions et fixer des cadres
- Promouvoir la consultation et l'apport du public
- Organiser des campagnes publiques nationales (et internationales)
- Intégrer l'EDD et la rendre opérationnelle dans les systèmes éducatifs

Société civile et organisations non gouvernementales

- Sensibilisation du public, campagnes d'explication du concept global
- Consultation et apports à la formulation de la politique
- Appliquer l'EDD, essentiellement en milieu non formel
- Apprentissage et action participatifs
- Médiation entre le gouvernement et la population

Secteur privé

- Initiatives et formation en entreprise
- Modèles et méthodes de gestion
- Application et évaluation
- Elaboration et partage des pratiques de production et de consommation durable »

Avez-vous du mal à respirer ? Moi, oui.

Nous apprenons que, même si l'école est le champ de bataille préféré de ceux qui veulent changer la société, leurs plans systémiques sont destinés à tous les êtres humains. Grâce à ces plans, tous les « citoyens du monde » (travailleurs, électeurs, consommateurs etc.) auront les mêmes représentations de la société, les mêmes opinions, les mêmes comportements et les mêmes valeurs, ils considéreront comme « problème » les mêmes sujets définis par autrui et choisiront les « solutions » qu'on leur a indiquées, dans une société mondiale dite *démocratique et respectueuse de l'individu et de la diversité...*

Les buts et les moyens d'y parvenir étant fixés dans un nombre incroyable de rapports martelant les mêmes demandes liberticides et homogénéisatrices, les responsables politiques sont conviés à des sommets, conférences et autres colloques pour avaliser l'adoption des projets. Ensuite, c'est aux multiples experts, consultants et agents de changement (facilitateurs / animateurs), lors de séminaires et tables rondes de transmettre le projet aux représentants de tous les secteurs d'activité (enseignants, ONG, entreprises, universitaires, maires etc.), puis les instructions venant d'en haut, ce sont aux autorités locales qui n'ont qu'à tout mettre en place, de faire modifier la législation et d'exécuter le travail de « promotion » et de « sensibilisation » auprès du public grâce aux médias. Pendant ce temps l'Organisation des Nations Unies lance sa propre campagne médiatique internationale, en partenariat avec des ONG, et grâce au développement de divers livres, films, documentaires, logiciels, séminaires, formations, forums et ateliers. (*Global Vision* est une organisation qui fait la promotion du concept de Développement Durable dans le monde entier. Cette organisation fait même des « suggestions » à la ville de Genève pour l'implantation de son programme Agenda 21. Son site Internet se trouve à l'adresse www.global-vision.org/indexFR.html)

Agenda 21 est le nom donné au plan d'action du 21^e siècle qui sert à implanter les préceptes du Développement Durable dans tous les pays du monde. Une recherche de « Sustainable Development » dans Google en novembre 2005, donnait 50'400'000 entrées ! (« Développement Durable » en donne seulement 4'210'000). Sites officiels, rapports, conférences, consultants, portails d'information, émissions télé, outils d'apprentissage et même une encyclopédie du Développement Durable... De multiples sites et projets comportent le chiffre 21 : Territoires 21 (programme de la télé suisse romande), Armée 21 (nom de la réforme de l'armée suisse), Quartiers 21 (programme de la ville de Lausanne), TIC21 (Forum sur les Technologies de l'information et le Développement Durable), London21 (Développement Durable à Londres), Agora21 (site francophone d'informations sur le Développement Durable)... Il n'y a pas de fin !

L'*agenda 21* est implanté à Genève⁸, la *loi Agenda21* est adoptée par le Grand Conseil en novembre 2002⁹. L'impressionnant rapport *Un Agenda 21 pour Genève* et ses multiples annexes établies par la Société pour la Protection de l'Environnement, sur mandat du Département de l'Action Sociale et de la Santé (mars 1999) remis au Conseil d'Etat reprend naturellement les recommandations et instructions des Nations Unies. On y retrouve tous les ingrédients de Pecaro, d'EVM et du projet Edupre. On ne peut se rendre compte de l'énormité du projet qu'en lisant ces rapports dont le citoyen ne soupçonne même pas l'existence. En voici quelques extraits:

-Dans le *Cahier Références et contenus de la notion de développement durable*¹⁰

« L'Agenda 21 est un document de 256 pages, édité en 1993 par les Nations Unies, sous le titre officiel de "Action 21". (...) L'Agenda 21 est un texte riche, d'un très vaste contenu et qui vaut engagement pour l'ensemble des États qui y ont souscrit, le 14 juin 1992 [conférence de Rio]. (...) Le secrétariat de

⁸ Site de l'Etat de Genève, Agenda 21, www.geneve.ch/agenda21/presentation/welcome.html

⁹ Site de l'Etat de Genève, Loi sur le Développement Durable, www.geneve.ch/agenda21/doc/018-PL083603.pdf, www.geneve.ch/agenda21/doc/loi_a2_60.pdf (inatteignable)

¹⁰ Un Agenda 21 pour Genève, cahier D3, 160.53.186.12/agenda21/doc/010-Ref-cont.pdf (inatt.)

la conférence avait ainsi évalué à 600 milliards de \$ par an le coût de la mise en oeuvre de l'Agenda 21, dont 125 milliards à dégager par l'aide publique.»

« L'Agenda 21 demande aux États d'adopter des politiques cadres qui prennent en compte les divers aspects politiques, économiques, sociaux et environnementaux et qui reflètent une perspective à long terme et une approche intersectorielle. Il souhaite également l'inclusion progressive des questions d'environnement et de développement à tous les niveaux du processus décisionnel. Il s'agit aussi d'éviter que l'hétérogénéité institutionnelle n'entrave une gestion globale de l'environnement. »

-Dans le *Rapport de synthèse - 21 ACTIONS POUR ENTRER DANS LE XXI^e SIÈCLE*¹¹

« Les champs d'action - La citoyenneté et l'État

*Le développement durable a besoin d'un État efficace et transparent, proche de la population. Il comporte l'exigence de la transversalité, entre départements et secteurs, si l'on veut promouvoir une notion globale telle que le développement durable. **D'où l'importance pour ce dernier de la réforme de l'État.** Cette dernière comprend également la dimension de la **redéfinition de la territorialité politique**, et l'on aura reconnu le caractère régional que doit nécessairement avoir le développement durable.»*

Dans ce rapport, les noms de quelques unes des « 21 actions prioritaires » à Genève sont :

Etablir une Charte du Service public, Formation des acteurs – Formation des formateurs, Campagne d'information, Entreprises Citoyennes : le Pacte de Citoyenneté et de Durabilité, Réseau Européen des Villes-Santé, Alimentation saine à tous ages de la vie, Promotion de l'énergie solaire, Repenser la territorialité politique etc.

-Dans le cahier *Education, formation, information et communication*¹²

Rubrique « La place et le rôle de l'école dans la société »

*« Être reconnu, dans sa ressemblance comme dans sa différence, appartenir à un groupe, y avoir des valeurs et des repères partagés avec d'autres, découvrir l'utilité de sa personne pour se forger une image positive de soi, voilà quelques-uns des objectifs. **En intégrant ces valeurs, qui sont celles du développement durable**, dans son propos, l'école offre à l'élève les moyens de réfléchir à son devenir ainsi qu'à celui de la société. Par là même, elle constitue un véritable **lieu de vie** proposant la possibilité de **se réaliser autrement que par l'intermédiaire d'un bulletin scolaire.** »*

Rubrique « Contenus et programmes scolaires »

*« Nous atteignons clairement la limite des savoirs disciplinaires tels qu'ils sont enseignés aujourd'hui. Dès lors, **il faut offrir à nos élèves les moyens de devenir de futurs autodidactes**, en leur apprenant notamment à chercher, trier et gérer de façon critique les diverses informations que répandent les multiples médias auxquels le grand public a accès. **Plutôt que de les pousser vers toujours plus de spécialisations basées sur des savoirs dépendant d'un contexte culturel et temporel, il faut leur proposer des manières de penser, de raisonner, des savoir-faire et des savoir-être leur offrant une ouverture d'esprit les rendant capables de s'adapter au contexte qui sera le leur, et qu'il ne nous est pas possible de prévoir.** (...)Dans un tel contexte, **l'approche disciplinaire découpée par une grille horaire laisse peu de marge à l'imprévu et devrait être repensée.** Si certaines connaissances de base restent incontournables, elles sont à redéfinir en fonction des besoins réels qu'exige la société actuelle.»*

Rubrique « Démarches et stratégies d'enseignement »

¹¹ Un Agenda 21 pour Genève, Rapport de Synthèse, www.geneve.ch/agenda21/doc/013-A21-rapport_de_synthese.pdf (inatteignable)

¹² Un Agenda 21 pour Genève, cahier P2, 160.53.186.12/agenda21/doc/005-Edu-for.pdf (inatteignable)

« Méthodes actives basées sur l'action de l'enfant, éducation cognitive visant à **apprendre des processus plutôt que des contenus, pédagogie du projet** où ce dernier détermine les tenants et les aboutissants de l'apprentissage, **gestion mentale** pour aider l'apprenant à instaurer un meilleur emploi de ses capacités par l'amélioration des stratégies de résolution de problèmes, pédagogie différenciée cherchant à individualiser les parcours, voici quelques-uns des grands courants pédagogiques qui se profilent en cette fin de siècle. (...) **Une remise en question, non seulement des contenus qu'elle dispense, mais de l'organisation même du modèle scolaire est indispensable.** (...) **Des interactions sociales, des confrontations entre pairs, des débats avec des adultes de divers milieux, des décideurs tant politiques qu'économiques, des jeux de rôles, des démarches de terrain, des recherches théoriques, des expérimentations, etc. sont nécessaires.** »

[Pour le cas où le lecteur aurait oublié, nous sommes toujours dans le cadre d'un projet de Développement Durable et non de réforme scolaire !]

Rubrique « Processus d'évaluation »

« Dans un tel dispositif, une évaluation favorisant une certaine régulation peut devenir un outil, voire un moteur à l'innovation et à l'acquisition de connaissances. Pour ce faire, il est indispensable qu'elle soit repensée afin d'être considérée, non pas comme un simple processus de sélection, mais comme une véritable aide à l'apprentissage. **L'évaluation formative va déjà dans cette direction.** »

Rubrique « La formation des enseignants et la nouvelle orientation de l'école »

« **L'enseignant**, quel que soit le niveau auquel il pratique sa profession, **cesse d'être un "transmetteur de savoirs"** qui devrait être capable de répondre à toutes les questions. Désormais, son rôle principal consiste à accompagner, diriger, favoriser, renseigner, donner des pistes et savoir poser des questions pertinentes qui interpellent l'élève.

(...) **Son domaine de prédilection n'est plus une discipline particulière, mais une manière d'aborder la complexité de façon à la rendre accessible à ses élèves.** Pour ce faire, **la collaboration et le travail de pair avec d'autres enseignants, d'autres écoles, ainsi qu'avec des organismes extra-scolaires tels que les ONG, les politiques, les industriels, les associations, etc. sont à privilégier.** L'approche systémique ne doit pas lui faire perdre de vue les notions de base qui devront réguler les différentes étapes de la scolarité.

Une pratique professionnelle s'éloignant avec une telle assurance de l'enseignement disciplinaire ne peut se faire sans une formation adéquate de tout le corps enseignant. C'est donc par la formation initiale des futurs enseignants et par la formation continue des enseignants actuels qu'il faut passer. Il s'agit de redéfinir le système scolaire, non pas à long terme, mais dans les plus brefs délais si nous voulons avancer sur la route du développement durable (...).»

Rubrique « Le projet pédagogique »

« 1) **Le concept de développement durable touche à toutes les activités humaines.** Il dépasse donc le cadre restreint des disciplines et peut être utilisé comme base à tout enseignement.

2) **L'enseignement ainsi construit aborde, à travers une approche interdisciplinaire** englobant toutes les disciplines, des notions peu abordées dans le cursus scolaire actuel, telles que:

- **des savoir-être,**
- **la citoyenneté,**
- **la gestion de la complexité,**
- **le respect et la gestion de l'environnement,**
- **le respect de l'autre et la solidarité,**
- **l'appartenance à un groupe social allant du quartier à la planète.** »

Rubrique « Interdisciplinarité et approche systémique : organisation et évaluation »

« **Descriptif** Formation initiale et continue (obligatoire) sur ce que signifie et implique réellement l'interdisciplinarité et **l'approche systémique** qui en découle. Mise en place de projets nécessitant la collaboration d'enseignants de plusieurs disciplines, voire de langues et de degrés différents. **Approche d'une nouvelle manière d'évaluer les acquis et les connaissances dans un tel enseignement.** (...) »

Résultats attendus

- Une mise en place accrue de l'interdisciplinarité et des approches systémiques dans les écoles.
- Une plus grande motivation de la part des apprenants.
- Une meilleure adéquation entre la vie active et l'enseignement scolaire.
- A terme, **une modification des attitudes et comportements.** »

La suite du document nous apprend qu'il faut une intégration accrue d'intervenants extérieurs dans le cursus scolaire et faire appel aux Organisations Non Gouvernementales, aux organisations internationales et aux entreprises en ouvrant l'école au monde des décideurs et aux associations (tout cela pour le Développement Durable). Pour sa publicité, le projet de Développement Durable veut ratisser large et explique qu'il faut « *transiter par les médias, tels que les journaux ou la télévision* », « *prendre une forme de propagande en utilisant le chemin du "tout ménage" ou celui de l'affiche* », « être présentée de manière directe au public par l'intermédiaire de stands au sein de foires, de marchés ou d'actions ponctuelles » etc. allant jusqu'à proposer l'implantation des « **lieux de savoir sur le développement durable" pour tout public dans des lieux passants (hypermarchés, centres commerciaux, multisalles de cinéma, etc.** ». Nous apprenons que ce projet extrêmement minutieux prévoit même la « **formation au développement durable des acteurs économiques, politiques, étatiques et des ONG** » afin de construire « **"un langage commun du développement durable" entre représentants des milieux économiques, politiques, administratifs, des médias et du monde scientifique; leur permettre ainsi d'en appréhender les exigences, de participer activement au processus, et d'en intégrer les principaux paramètres dans leurs activités quotidiennes** ». Il est même prévu de « **Mettre sur pied des excursions récréatives pour les adolescents sur différents thèmes du développement durable** » et

« *Une fois par mois, le jour de congé (le mercredi?), proposer une sortie sur le terrain* » ceci pour faire « *connaître le concept de développement durable sous forme récréative, ludique, vulgarisée par une approche pragmatique* ». Et pour le financement de ces excursions ? C'est aussi prévu : « *Le coût de participation ne serait pas très élevé (8 francs), car trop souvent encore, ce qui n'a pas de prix n'a pas de valeur. Afin d'éviter ce paiement, nous pourrions imaginer des excursions combinant des travaux d'utilité publique et/ ou privée.* ». Un autre objectif de ces excursions est « *Montrer qu'il peut y avoir d'autres formes d'échanges (nous t'offrons une excursion, une collation et en échange tu rends un service utile pour la collectivité/ pour le bien commun ou pour une entreprise).* » ! En tous cas, les promoteurs du Développement Durable semblent être très forts en marketing...

Qui aurait dit que pour que le développement soit durable, on devrait changer les plans d'étude, la manière d'enseigner et même d'évaluer ? Qu'on devrait nettoyer les contenus disciplinaires, faire entrer en classe des ONG (lesquelles ?), les entreprises et les organisations internationales ? Que l'enseignant deviendrait animateur de café psy ? Que chaque citoyen devrait être « éduqué » du berceau au tombeau dans tous les lieux de vie jusqu'à ce qu'il apprenne à « être » ?

Qu'est-ce que les Nations Unies, main dans la main avec certaines ONG (choisies), sont-elles en train de nous préparer ? Nos gouvernements ressemblent à des marionnettes qui ne font que voter les lois qu'on leur demande. Chacun de nous a une éthique et des valeurs individuelles. Mais qui a demandé à ces organisations internationales de nous en imposer d'autres ? Pour qui se prennent-elles ? Sommes-nous gouvernés par les idéologues de l'ONU ? Si oui, qui l'aurait décidé ? Qui en a débattu ? Que veut dire le mot « démocratie » dans ce contexte ? Avons nous changé, sans nous en rendre compte, de modèle de gouvernance ? A quoi sert d'aller voter ici si les nouvelles normes obligatoires nous arrivent d'ailleurs ? C'est qu'ils sont très forts ces experts en matière de normes. Ils disent « développement durable » et on le trouve dans nos plans d'études. Ils disent « apprendre à apprendre » et c'est déjà la règle dans nos écoles. Ils disent « holistique », « systémique », « compétences », « citoyenneté » et toute la littérature pédagogue répètent ces concepts jusqu'à la nausée. Ils n'ont qu'à dire et on exécute. Le grand danger c'est qu'on finisse par s'accoutumer à ces concepts, nos politiciens s'en gargarisent déjà, et qu'on perde notre capacité à réagir contre leurs projets totalitaires. C'est exactement ce qui est en train d'arriver.

Tout doit être global ou mondial : éducation globale, citoyenneté mondiale, santé globale, économie globale, prévention globale... On a même vu « l'identité planétaire » que les élèves doivent acquérir !

Et pourquoi pas, tant qu'on y est, un gouvernement global pour gérer toutes ces tâches mondiales convenablement ? L'ONU en crève d'envie et c'est pour cela qu'elle fait des efforts considérables pour « mondialiser les problèmes »:

*« Alors que les organisations internationales et les Etats nationaux se préparent à relever les challenges du XXIe siècle, la citoyenneté mondiale demeure un concept très éloigné des réalités et des perceptions concrètes. **Le village-planète est pourtant notre horizon, au fur et à mesure que les interdépendances se multiplient et que les problèmes se mondialisent. (...) L'action des organisations non gouvernementales revêt à cet égard une importance fondamentale, pour faire reculer les peurs et les incompréhensions, et tisser les liens multiples qui fonderont la société mondiale de demain. L'UNESCO, dont les ONG sont de longue date les partenaires privilégiés sur le terrain, a tout intérêt à faire de plus en plus appel à leur concours, qui enracine son action dans le réel.** »¹³*

Pour finir, et pour que les lausannois ne se sentent pas lésés par un manque de *développement durable éducatif et systémique*, voici l'adresse du site Agenda 21 de Lausanne :

www.lausanne.ch/view.asp?CurOS=1&DomID=63014. La ville de Lausanne a mis en place un programme de prévention de l'obésité (*24 Heures*, 7.10.2004) dans le cadre d'Agenda 21. Les élèves en surpoids volontaires pourront participer à dix séances de groupe animées par des infirmières scolaires. Qu'est-ce qu'on attend de cette « prévention » ? Je me le demande. Quelqu'un espère-t-il un vrai résultat ? Quelqu'un a-t-il jamais évalué les résultats d'un seul programme de « prévention » ?

Les habitants de Lausanne ont même eu droit à une mascarade nommée « Quartiers 21 » qui aurait coûté, selon un conseiller communal (*24 heures*, 10.6.2004), la bagatelle d'un million de francs, pour ramasser des *idées innovantes* pour la ville dans des « ateliers d'innovation » et des « conférences de consensus » dirigés par des experts en développement durable. Le but principal de toutes ces méthodes de consensus, étant au mieux, de retenir que les idées les plus consensuelles (le plus petit dénominateur commun), et au pire, de rechercher l'aval du citoyen à des projets pré-déterminés (partenariat-alibi). Comment peut-on s'attendre à ce qu'on retienne des idées innovantes qui par définition sont marginales ?

¹³ UNESCO, Rapport à l'Unesco de la Commission Internationale sur l'Education pour le vingt et unième siècle, op.cit., p.218